

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES Année 2018



AVRIL 2019

Table des matières

1. LISTE DES ACRONYMES	3
2. VISION ET STRATEGIE DE TRIAS.....	4
3. OBJECTIFS ET RESUME DES PROJETS EXECUTES.....	5
4. CONTEXTE.....	6
5. ACTIVITES	7
5.1 INCLUSION, DEMOCRATIE ET PARTICIPATION.....	7
5.2 CAPACITE ORGANISATIONNELLE ET DURABLE.....	8
5.3 OFFRES DE SERVICE DE QUALITE.....	10
5.3.1 Offre de service dans la production agricole :.....	11
5.3.2 Offre de service au stockage des produits agricoles.....	12
5.3.3 Offre de service de transformation et conservation des produits.....	13
5.3.4 Diffusion des approches économiques innovantes : ERI et le CEF.....	14
5.3.5 Offre de service de commercialisation des produits agricoles.....	17
5.3.6 Offre de services financiers aux producteurs agricoles et petits entrepreneurs.....	18
5.3.7 Offre de service entrepreneuriat jeune.....	19
6. PARTENARIAT ET RESEAUTAGE	20
7. INFORMATIONS FINANCIERES	20
8. OBSERVATIONS GENERALES :	22
8.1 Analyses et leçons apprises.....	22
9. PERSPECTIVES D'AVENIR.....	22
10. CONTACT	23

1. LISTE DES ACRONYMES

AGUIDEP	Association Guinéenne pour le Développement de l'Entreprise Privée
ASF	Associations des Services Financiers
ATC	Assistance Technique et Coopération
COPRAKAM	Coopérative des Producteurs d'Arachide, du Karité et du Miel
DGD	Direction Générale Coopération au Développement et Aide Humanitaire de la Belgique
ERI	Enabling Rural Innovation/Favoriser l'Innovation Rurale
FASeF-BG	Fédération des Associations de Services Financiers
FOP-BG	Fédération des Organisations Paysannes de la Basse- Guinée
IMF	Institutions des Micro Finances
OM	Organisation de Membres
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PNAFA	Programme National d'Appui aux Filières Agricoles
RGTA-DI	Réseau Guinéen pour la Traction Animale et le Développement Intégré
RODI	Renforcement de capacités Organisationnelles et Développement Institutionnel
DAKMA	Développement Agricole dans la zone Kindia-Mamou
DEFMA	Développement Filière Maraichère en Basse et Haute Guinée
FUMA	Fédération des Unions Maraichères de la Haute Guinée
FPFD	Fédération des Paysans du Fouta Djallon
FEPAF	Fédération des Planteurs et Fruitières de Basse Guinée
CEF	Conseil à l'Exploitation Familiale
JS	Jeunes Solidaires
FUPRORIZ	Fédération des Unions de Producteurs de Riz de la Haute Guinée
KVLV	Organisations des Femmes ruraux en Flandres
KLJ	Organisations des Jeunes Ruraux en Flandres
KUL	Université Catholique de Louvain

2. VISION ET STRATEGIE DE TRIAS

Créée en 2002, Trias est une ONG Belge de coopération au développement. Elle est le fruit de l'intégration des organisations ACT, Form et IederVoor Allen. L'ONG Trias est active dans 14 pays en Afrique, en Amérique Latine et aux Philippines. Trias a finalisé sa première planification stratégique en 2006, qui portait sur le développement économique local pour la période 2006-2012. En 2011, les choix stratégiques pour la période 2013- 2022 ont été amorcés.

Trias est une ONG reposant sur des organisations de membres. En Belgique, elle bénéficie du soutien de 3 organisations rurales et 3 organisations entrepreneuriales : KVLV, Landelijke Gilden, KLJ, Markant, Unizo et Neos. Elle est également soutenue par un réseau plus large qui partage sa vision et qui rassemble des organisations telles que le CD&V, la KUL, etc. Les organisations de membres et le réseau sont représentés de manière formelle au sein du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale de Trias afin qu'en quelque sorte, ils puissent orienter l'organisation. Ainsi, les spécificités et les convictions des organisations de membres font partie intégrante de l'identité de Trias et influencent largement ses choix stratégiques.

La vision de Trias repose sur la conviction que les individus, groupes et organisations de membres (souvent appelés 'organisations d'adhérents'), comme les coopératives, groupes de crédit et d'épargne, etc., sont capables de se développer et d'agir conjointement pour renforcer leur pouvoir d'action sociale et économique, lutter contre la pauvreté, créer des richesses et assurer leur bien-être.

La mission de Trias consiste à améliorer la sécurité des moyens de subsistance et le bien-être de petits agriculteurs et petits entrepreneurs en soutenant leurs organisations de membres. Trias veut également favoriser la coopération et les échanges mondiaux entre agriculteurs et entrepreneurs.

Trias vise un objectif à long terme qu'elle aimerait contribuer à concrétiser dans la vie des petits agriculteurs et petits entrepreneurs, ainsi que dans leurs sociétés. Pour garantir un progrès effectif dans ce sens, Trias a identifié 6 domaines de changement à aborder qui sont:

- Les petits agriculteurs et petits entrepreneurs regroupés en organisations ont davantage confiance en eux et sont en mesure de changer leur vie ;
- Les petits agriculteurs et petits entrepreneurs regroupés en organisations sont plus forts socialement et professionnellement ;
- Les petits agriculteurs et petits entrepreneurs ont un meilleur accès aux actifs et aux services correspondant à leurs besoins et défis ;
- Les petits agriculteurs et petits entrepreneurs regroupés en organisations participent à des coalitions et mouvements pour former des contrepouvoirs ;
- Les petits agriculteurs et petits entrepreneurs regroupés en organisations au N et au S collaborent davantage pour faire face aux défis d'une société mondiale ;
- Les organisations de membres contribuent de manière croissante à une société inclusive à laquelle les hommes, les femmes et les jeunes participent et contribuent de manière durable.

Il faut mentionner le démarrage effectif de la transition dans la régionalisation avec des Works plans, des missions d'appui et d'échange dans la région Afrique de l'Ouest (Guinée, Ghana et Burkina Faso) par rapport aux autres régions. Le bureau de Trias en Guinée reste toujours à Kindia auprès des OP.

3. OBJECTIFS ET RESUME DES PROJETS EXECUTES

Après le démarrage effectif de 2 projets agricoles et 1 programme au cours de l'année 2017, l'année 2018 a, quant à elle, connu la mise en œuvre d'une partie importante des activités conformément à la planification. L'objectif ultime visé est l'amélioration des conditions de vie des petits agriculteurs et des entrepreneurs à petit échelle évoluant dans la zone d'intervention de Trias. Pour y parvenir, Trias Guinée a activement travaillé avec plusieurs organisations de membres d'agriculteurs et d'entrepreneurs, notamment, la Fédération des Paysans du Fouta Djallon (FPFD), la Fédération des Unions Maraichères de la Haute Guinée (FUMA-HG), la Fédération des Unions de Producteurs de Riz de la Haute Guinée (FUPRORIZ), la Coopérative des Producteurs d'Arachide, de Karité et de Miel (COPRAKAM), la plateforme de jeunes entrepreneurs Jeunes Solidaires (JS), la Fédération des Associations des Services Financiers (FASEF) et trois organisations non gouvernementales nationales: Assistance Technique et Coopération (ATC), l'Association Guinéenne pour le Développement de l'Entreprise Privée (AGUIDEP) et le Réseau Guinéen pour la Traction Animale et le Développement Intégré (RGTA-DI). Pour maintenir la relation avec les nouvelles fédérations de la Basse Guinée afin de faciliter progressivement la reprise effective de la coopération directe, Trias a appuyé le renforcement organisationnel et institutionnel de ces structures auxquelles appartiennent toutes les organisations des producteurs (unions/groupements) accompagnées en Basse Guinée.

Le programme « Connecter, Autonomiser et Transformer pour un monde durable et inclusif - CAT- » est cofinancé par le Ministère des Affaires Extérieures de la Belgique à travers la Direction Générale Coopération au Développement et Aide Humanitaire de la Belgique (DGD) à 80% et par Trias à 20%, pour un montant total de 2.803.447,93€ sur une durée de 5 ans (2017-



2021). Ce programme accompagne 4 organisations de membres (OM) en Basse et Haute Guinée (JS, COPRAKAM, FUPRORIZ et FASEF) et 5 unions (l'Union des Groupements Producteurs de Samaya, l'Union des Groupements Producteurs de Tamisso, l'Union des Groupements des Producteurs de Bas-Kalia, l'Union des Groupements Producteurs de Kolissoko et l'Union des Groupements Producteurs de Dabonènè) en Basse-Guinée dans la mise en œuvre de leurs plans de développement organisationnel. Il porte sur l'inclusion des jeunes et des femmes, sur le développement de l'esprit entrepreneurial en milieu rural et auprès des jeunes, sur la professionnalisation de la microfinance et l'amélioration de la commercialisation. A travers ce programme, les partenaires OM amélioreront leurs capacités de gestion et de gouvernance, renforceront leur autonomie financière et faciliteront l'accès de leurs membres à des services de qualité afin qu'ils soient capables de développer des (micro-)entreprises pérennes et respectueuses de l'environnement. Le programme va toucher directement 9860 membres et plus de 80.000 personnes d'une manière indirecte.

Le projet de « Développement Agricole à Kindia, Mamou et Dalaba –DAKMA-» d'une durée de 26 mois, allant du mars 2017 à mai 2019 est financé par la Coopération Technique Belge à hauteur de 782.801 €. Les organisations non gouvernementales nationales ATC, AGUIDEP et la fédération de producteurs agricoles FPFD sont les partenaires de Trias dans la mise en œuvre du projet dans la zone Kindia, Mamou et Dalaba.

L'objectif visé par le projet est d'améliorer les conditions socioéconomiques des populations rurales, membres des unions, à Kindia, Mamou et Dalaba à travers le renforcement organisationnel des unions, l'investissement dans les équipements de stockage et de transformation post-récolte, le développement des approches économiques et la pratique de l'agriculture durable. Il vise à toucher directement 2.400 bénéficiaires et plus de 65.000 membres des fédérations d'une manière indirecte.

Le projet de « Développement Filière Maraichère en Basse et Haute Guinée –DEFMA- » regroupe trois organisations non gouvernementales internationales : Coopération Atlantique Guinée-44 (G44), Trias et United Purpose (UP). Ce projet est financé par l'Union Européenne à hauteur de 90% et par les ONG codemandeurs à hauteur de 10% et couvre les régions de la Basse et de la Haute Guinée. Le budget alloué à Trias dans ce consortium d'ONG s'élève à 1 035 528 euro pour une durée de 42 mois (Janvier 2017- Juin 2020).

L'objectif général est de contribuer au développement économique et durable du secteur maraicher par le renforcement des capacités des organisations de la société civile et des producteurs. Il vise à toucher de façon directe 3.000 membres des organisations paysannes. Dans le cadre de ce projet, Trias collabore avec les ONG ATC et AGUIDEP en Basse et Haute Guinée ainsi qu'avec la Fédération des Unions Maraîchères de la Haute Guinée (FUMA).

4. CONTEXTE

Le début de l'année 2018 a été marqué par une période d'instabilité sociopolitique suite à l'organisation des élections locales dont les résultats ont été contestés par l'opposition et au déclenchement d'une grève générale des enseignants du pré-universitaire. Ces situations ont occasionné une dégradation de la situation sécuritaire dans la zone d'intervention en général et à Kindia en particulier entraînant la fermeture momentanée du bureau et créant des soubresauts impactant négativement la mise en œuvre correcte des activités sur le terrain.

Sur le terrain, à la différence de l'année 2017 qui a essentiellement porté sur le démarrage des projets et programmes en cours d'exécution en Basse, Moyenne et Haute Guinée, l'année 2018 a connu un tournant décisif en termes de réalisation d'importantes activités planifiées et de celles jugées en retard au cours de l'exercice précédent. Ainsi, force est de constater que certaines activités jugées en retard en 2017 comme : le MBO Scan de la FUMA-HG, l'aménagement des infrastructures de stockage (aires de transit) des produits maraîchers et l'hybridation des approches ERI/ADM en une approche innovante dénommée MER-Guinée au compte du projet DEFMA ; la mobilisation des apports locaux pour la construction des hangars devant abriter les machines de transformation post-récolte au compte du projet DAKMA, ont connu des avancées significatives. En observant le contenu des différentes planifications opérationnelles 2018 de Trias et partenaires locaux, il ressort un niveau d'avancement encourageant découlant sur des résultats tangibles orientés vers l'atteinte des objectifs assignés.

Par contre, la jeunesse des certaines organisations de membres partenaires (JS, FASEF, les 3 nouvelles fédérations de la Basse Guinée) qui se trouvent au début de leurs processus de développement organisationnel et institutionnel n'a pas permis la réalisation de toutes les activités planifiées à temps. La diversité des acteurs intervenant dans la même zone d'intervention avec quelques fois des approches très différentes à celles de Trias a contribué à ralentir par endroit la motivation des petits producteurs et entrepreneurs à petit échelle à s'engager dans des démarches plus durables vers l'autonomie organisationnelle et financière. Pour atténuer cette situation, plusieurs démarches ont été entreprises auprès des producteurs mais aussi au niveau des acteurs et des services étatiques à travers l'organisation et la participation à des différentes réunions inter acteurs.

5. ACTIVITES

5.1 INCLUSION, DEMOCRATIE ET PARTICIPATION

Pour favoriser un développement harmonieux des Organisations de membres, TRIAS a mis un accent particulier sur la lutte contre les contraintes limitant l'accès des femmes, jeunes et personnes porteuses de handicap, aux ressources ainsi que les entraves à leur liberté d'expression et de participation effective à la vie de leur organisation membre.

C'est pourquoi, TRIAS a organisé une formation à l'intention de son personnel mais aussi celui de ses partenaires sur le genre en dotant les Conseillers des méthodes et outils efficaces pour faire la promotion du genre au sein des OM. Pour renforcer et pérenniser cette action auprès des OM, elle a recruté une Conseillère chargée de la promotion du genre et de l'équité au niveau des OM accompagnées. Puis, TRIAS a conduit une étude pour identifier les barrières qui empêchent l'affirmation du leadership chez les femmes, les jeunes et autres personnes vulnérables au sein des OM. Les recommandations de cette étude seront mises en œuvre courant 2019.



Avec l'appui de TRIAS, la COPRAKAM a pris des mesures pour mieux impliquer les femmes dans les structures de base en encourageant un prix compétitif des produits (Beurre de Karité et Arachide) qu'elles transforment. La composition du bureau exécutif des groupements a été revue en majeure partie composée des femmes. Aussi, cette coopérative a organisé des séances de sensibilisation des jeunes qui sont dans les villages de Gnaria, Pelloye et Kignèko pour leur intégration dans les groupements en vue de leur redynamisation et du remplacement des vieilles personnes dans ces organisations à la base. Pour cette OM, l'intégration des jeunes dans les groupements des unions membres de la COPRAKAM favorisera leur participation au développement de leur localité.

Quant à la Plate-Forme Jeunes Solidaires, elle a organisé deux ateliers axés sur la résolution de la problématique de la faible représentativité des femmes dans les instances de décisions de sa structure. Ce qui a conduit à la révision des textes juridiques en y instaurant un quota d'au moins 40 % de représentativité des femmes au sein des instances de prise de décisions. C'est pourquoi, le nouveau bureau du Conseil d'Administration compte 45% de femmes à l'issue de son Assemblée Générale électorale du 14 juillet 2018.

De son côté, la FASeF a organisé des séances de sensibilisation, d'information et de communication auprès de 2 147 jeunes dont 1 250 jeunes filles pour les encourager à participer aux différents organes de prise de décisions des ASF et de la FASeF-BG. Ce qui permettra aux ASF d'enregistrer plusieurs nouvelles adhésions de jeunes en 2019. Dans le même cadre, un atelier a été organisé pour l'identification et la conception de 3 nouveaux produits (Crédit Jeunes Maraichers, Crédit Jeunes Vivriers et Crédit Jeunes entrepreneurs) destinés spécifiquement aux jeunes afin de favoriser leur adhésion aux ASF et faciliter la satisfaction de leurs besoins spécifiques par celles-ci. Le lancement de la promotion desdits produits est prévu au début de l'année 2019 dans toute la zone de la FASeF- BG.

Par ailleurs, après une revue de son PDO, la Fédération des Organisations Paysannes des Vivriers et Saliculteurs de Basse Guinée (FOPVS-BG) a constaté que l'inclusion des femmes et jeunes dans la vie des unions membres de cette fédération est un réel problème. C'est pourquoi, TRIAS, à travers le projet DAKMA, a réalisé une formation sur l'inclusion à l'intention des membres des unions de cette fédération. Si on peut se réjouir du nombre de femmes membres des unions, leur implication dans les instances de prise de décision reste très limitée. Cette formation sur l'inclusion qui a regroupé 40 participants dont 20 femmes a été organisée pour rehausser leur niveau de connaissance sur le sujet afin que cela contribue à réduire les inégalités observées au sein des OM.

5.2 CAPACITE ORGANISATIONNELLE ET DURABLE

Le renforcement des capacités organisationnelles des OM étant le socle de tout développement, Trias met son expertise et ses ressources à contribution pour amener les organisations paysannes accompagnées à s'investir dans la dynamique de leur propre développement socioéconomique. Pour se faire, Trias, ses ONG partenaires et OM développent ensemble, à travers une approche participative de renforcement de capacités reposant sur sept domaines, à savoir : la participation, l'inclusion, la gouvernance, la santé financière, la gestion des ressources, les services intégrés et le réseautage/plaidoyer des stratégies pour aboutir à la satisfaction de ce défi. A partir de l'approche SPIDER (cycle des opportunités) Trias parvient à aider les OM à s'autoévaluer sur leurs capacités organisationnelles et la planification des activités. Ainsi, durant l'année 2018, Trias a accompagné les petits entrepreneurs agricoles relevant des OM à travers les projets DEFMA, DAKMA et le programme DGD.

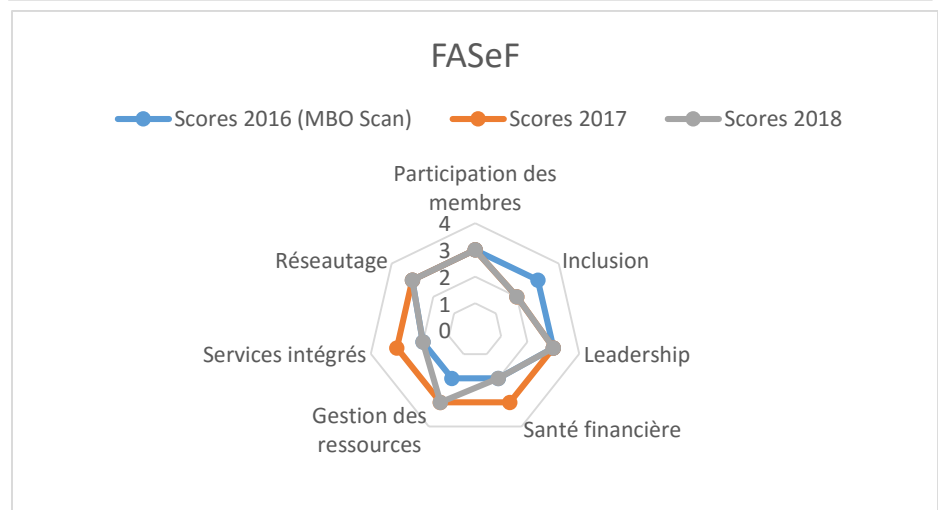
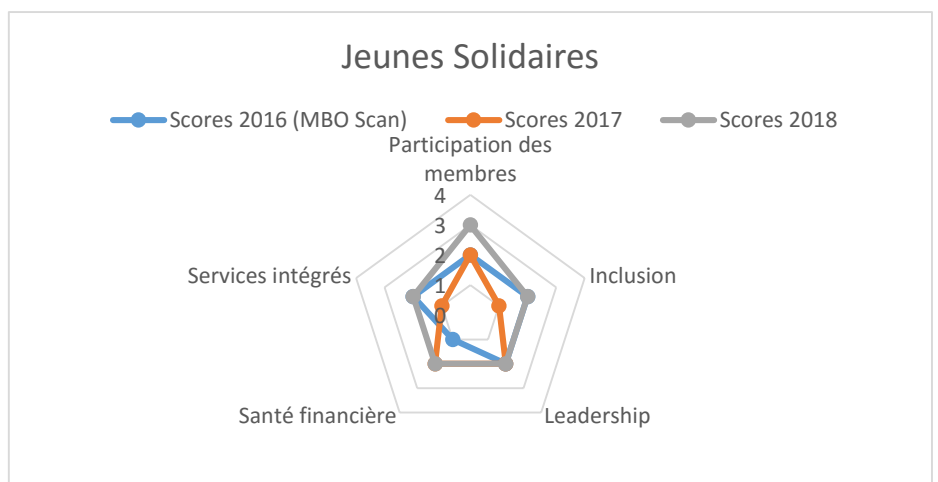
FUMA : Dans le cadre du renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles de la Fédération des Unions Maraichères de Haute Guinée, une organisation paysanne partenaire de mise en œuvre du projet DEFMA, Trias a facilité à travers l'approche SPIDER, l'autoévaluation des capacités de cette faitière. Cette démarche participative a permis aux 18 participants membres de l'OP, d'identifier leurs forces et faiblesses, les principaux défis auxquels leur organisation est confrontée ainsi que des opportunités qui s'offrent à elle. Ce processus découlera sur l'élaboration du Plan de Développement Organisationnel (PDO) en début d'année 2019.

DAKMA : Après un an de mise en œuvre des plans de renforcement élaborés au terme du diagnostic organisationnel et institutionnel des unions/coopérative cibles du projet, cette fin d'année a été mise à profit pour procéder à une évaluation des performances des unions/coopérative, de la qualité du partenariat entre Trias et les OM ainsi que du niveau de satisfaction des membres par rapport aux services rendus par leurs organisations. A travers l'outil SPIDER (Renforcement des partenaires en développement à travers l'autonomisation et la réflexion), il s'est agi de mesurer les progrès enregistrés sur base des indicateurs de capacités et de performance, d'identifier les défis et les priorités à adresser. Ces ateliers d'autoévaluation organisationnelle ont pour le moment touché 9 unions sur 11 attendus ; les autres étant planifiées pour le mois de janvier. Une vue d'ensemble des progrès réalisés par chaque union ou coopérative sera présentée au prochain comité de pilotage. Ces ateliers d'autoévaluation annuelle ont permis à chaque union de ressortir les écarts entre le prévu et le réalisé, situer les responsabilités, tirer les leçons apprises et ressortir les activités à réaliser pour l'année 2019.

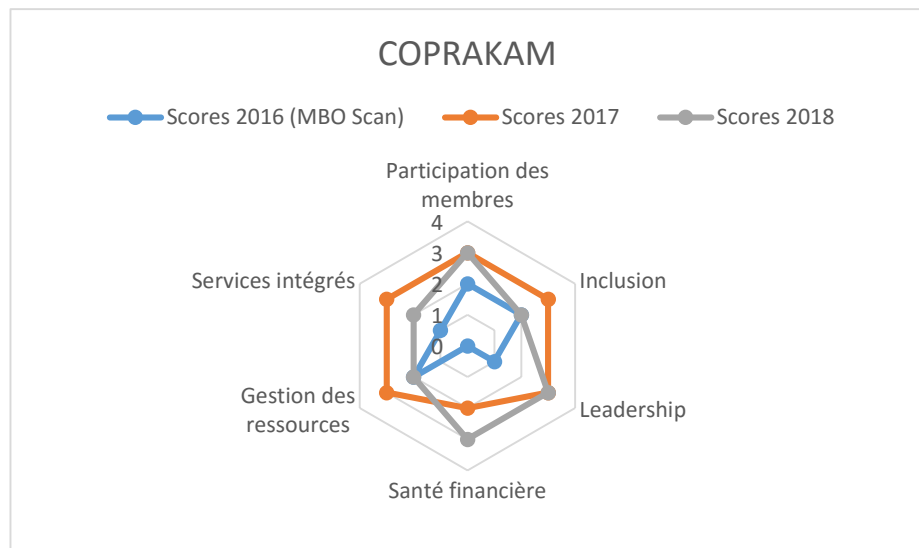
Au titre du renforcement des Unions pour faciliter la mise en œuvre des activités de leurs PDO élaborés en 2017, des missions de suivi et de conseil ont été réalisées auprès d'elles à la fois en Basse, Moyenne et en Haute Guinée. Ces missions de suivi ponctuel ont été l'occasion de passer en revue toutes les activités programmées afin de mettre en évidence les progrès

réalisées, les difficultés rencontrées et de réfléchir ensemble aux solutions appropriées. Cet appui a permis à certaines unions d'enregistrer des changements positifs à la satisfaction des membres. C'est le cas de quelques-unes comme (i) l'union Kaléyiré Dandaya qui a décroché un prêt de 5.000.000 qu'elle a investi dans la mise en valeur d'un champ de tomate; (ii) l'union de Dokokhouré qui a ouvert un compte de proximité au niveau de l'ASF de Molota où elle continue à épargner progressivement ; (iii) la mobilisation à temps de la contrepartie communautaire par 2 unions de Dembagnouma (05 ha) de Dabola et de Dinguiraye (5 ha) pour aménager 10 ha équipés de châteaux d'eau solaires et entièrement protégés au grillage cofinancé par le PNAFA ; (iv) l'union Pomme de Terre de Ditinn a continué, grâce aux ressources internes, à soutenir financièrement les groupements membres dans l'obtention des équipements de transformation post-récolte proposés par le projet DAKMA; (iv) l'union Soumbalako a réussi à faciliter l'accès aux semences à ses membres, etc.

L'accompagnement du programme **DGD** aux OM dans ce processus s'est focalisé sur : la plateforme JS qui, à travers un atelier d'auto-évaluation SPIDER a permis de réaliser l'évaluation de son PO 2018 et le remplissage des indicateurs, le scoring des indicateurs de capacité, la définition des priorités 2019 et enfin le briefing sur la collecte des données annuelles. Quant à la FASeF, au terme d'une autoévaluation de sa structure avec l'accompagnement de TRIAS, les constats suivants se sont dégagés sur les indicateurs de performance : sur un total de 7 domaines, 5 ont maintenu leurs scores enregistrés en 2017 tandis que les 2 autres, à savoir la santé financière et des services intégrés, les scores sont passés respectivement de 3 à 2 au titre de l'année 2018.



FUPRORIZ et COPRAKAM de leur côté, Trias a facilité la tenue des ateliers de réflexion pour faciliter l'obtention des agréments à des coûts raisonnables auprès des autorités préfectorales (Kouroussa, Dabola et Dinguiraye) et donner le courage aux organisations des membres de venir elles-mêmes engager le processus d'obtention de ces documents juridiques. Ces échanges ont



permis à 21 groupements de renouveler leurs agréments et 11 sont en cours. Aussi, TRIAS a appuyé ces deux OM à faire leur propre autoévaluation, ce qui les a permis de connaître leur niveau de

progression organisationnelle, le niveau d'exécution des activités planifiées ainsi que le niveau de satisfaction des membres auprès de ces OM. Il faut noter que les deux premières années le processus de



scoring n'était pas bien compris par les participants, mais en 2018 les participants ayant compris le bien-fondé de l'outil, la notation a été conséquente. C'est pourquoi, la différence reste remarquable entre les deux périodes (c'est le cas de la FUPRORIZ et COPRAKAM).

Dans le but de renforcer la gouvernance interne des OP accompagnées notamment les Unions et développer un leadership profitable aux membres, des ateliers de formation ont été organisés à l'avantage de 16 Unions de la Haute et Basse Guinée sur les notions : (i) Principes de la bonne gouvernance, (ii) Mission d'une Organisation paysanne, (iii) Condition de création et de validité d'une Organisation Paysanne, (iv) Organisation et Fonctionnement, (v) Les aspects/ critères de bon fonctionnement de l'OP, (vi) Étapes d'organisation d'une réunion, (vii) Différents types d'assemblée générale et (viii) Processus d'obtention des documents juridiques. C'est au total 75 groupements qui ont été représentés par 419 membres dont 327 femmes.

5.3 OFFRES DE SERVICE DE QUALITE

L'un des axes prioritaires de TRIAS dans l'accompagnement des OM a été l'amélioration de la connaissance des petits producteurs sur des bonnes pratiques culturelles respectueuses de l'environnement tout en stimulant le processus d'intensification, d'appropriation, d'adoption des itinéraires techniques vulgarisées pour une augmentation et conservation progressives

des superficies cultivables, l'allègement des tâches aux femmes et aux jeunes dans la mise en place des différentes cultures.

5.3.1 Offre de service dans la production agricole :

Dans le cadre de la vulgarisation des bonnes pratiques respectueuses de l'environnement, la FUPRORIZ a organisé une formation sur le système de riziculture intensif (SRI) à l'intention de 30 participants dont 18 paysans relais venant de 9 unions de la zone de concentration.

A l'absence des équipements agricoles plus performants, la traction animale est une méthode de petite mécanisation pour l'agriculture familiale très connue dans les régions de Kindia et de Boké pour sa contribution à l'allègement de la pénibilité des petits producteurs, à la restauration des sols et à l'augmentation des rendements agricoles. C'est pourquoi, le RGTA-DI a axé son intervention sur la vulgarisation des nouvelles techniques de dressage des jeunes bovins et des techniques culturelles par le biais de l'encadrement des bouviers formés en vue de stimuler



le processus d'intensification, d'appropriation, d'adoption des itinéraires techniques vulgarisées avec pour incidence positive l'augmentation des superficies cultivables, la production des cultures maraichères avec pour corolaire, l'allègement des tâches aux femmes et aux jeunes dans la mise en place des différentes cultures. Ainsi, 22 paires de bœufs ont été dressées sur 20 prévues dont 8 paires à Samaya, 6 à Madina Oula (Préfecture de Kindia) et 8 à Dabon-Nènè (Préfecture de Boké). Le RGTA-DI a également assisté 93 producteurs dont 53 femmes de deux unions (union de Madina Oula et l'union de Samaya) à la démultiplication des bonnes pratiques culturelles. Cette assistance a permis aux paysans ainsi formés de réaliser 19.11 hectares de 3 cultures (arachide, riz et maïs). Il a renforcé les capacités de 3 bouviers sur les techniques d'utilisation et la maîtrise des machines d'entretien comme la sarceuse, les corps butteurs...

De son côté, la plate-forme Jeunes Solidaires, dans sa lutte pour la protection de l'environnement a initié et réalisé une campagne de reboisement d'un Hectare avec 1.117 plants plantés dans la Forêt Classée de Sincery (Ourssa) située dans la Préfecture de Dabola. A travers son antenne de la même Préfecture, elle a réalisé une table ronde à la radio communautaire pour sensibiliser la population sur les conséquences de la coupe abusive des bois et les feux de brousses.

Soucieux de la promotion des pratiques agricoles durables dans un contexte de changement climatique, TRIAS à travers le projet DEFMA, a organisé une formation sur les techniques de production agroécologique à l'intention des membres des unions partenaires. Ainsi, 26 producteurs dont 10 femmes membres de 8 unions de la Haute et de la Basse Guinée ont participé à cette séance de formation portant sur les techniques de production agroécologiques en maraîchage, sur les techniques de montage et de conduite d'une parcelle de démonstration. Les thèmes abordés au cours de cette formation portaient sur le compostage avec l'ajout de la tige du bananier, les buttes de permaculture, la gestion des pestes, la méthode simple de test de la fertilité des sols et de la table de pépinière. Pour favoriser l'appropriation et une large diffusion des acquis de cette formation, plusieurs

démarches participatives ont été utilisées dont entre autres : (i) l'organisation des séances de restitution au niveau de chaque union en présence d'un Conseiller en agroécologie avec une participation de 120 producteurs dont 78 femmes et (ii) l'organisation des séances de démonstration en champs en Haute et Basse Guinée auprès de 95 producteurs dont 25 en Haute Guinée. Ce travail a surtout contribué, à relever le niveau de connaissance des producteurs et productrices sur les avantages liés à l'utilisation des pratiques agroécologiques et sur les inconvénients liés à l'utilisation abusive des engrais chimiques.

De son côté, la plate-forme Jeunes Solidaires, dans sa lutte pour la protection de l'environnement a initié et réalisé une campagne de reboisement d'un Hectare avec 1.117 plants plantés dans la Forêt Classée de Sincery (Ourssa) située dans la Préfecture de Dabola. A travers son antenne de la même Préfecture, elle a réalisé une table ronde à la radio communautaire pour sensibiliser la population sur les conséquences de la coupe abusive des bois et les feux de brousses.

Dans le projet DAKMA, l'accompagnement des activités dans les CEP a révélé les cas de succès suivants : (i) La pratique du compostage enseignée dans le champ école est bien maîtrisée et bien appréciée par les producteurs. L'effet du compost sur la parcelle agroécologique du maïs a été nettement positif à l'inverse de l'effet de l'engrais chimique sur la parcelle mise en comparaison. Il y a un fort engagement des producteurs et productrices à la pratiquée dans leurs exploitations agricoles (Union Kounkourehoye, Union Mais Ditinn); (ii) Les modes de préparation et d'application des pesticides naturelles (combinaison Neem+ l'Ail+ Piment) pour lutter contre les insectes ont été bien expliqués par les producteurs (Union Kounkourehoye) et (iii) les producteurs sont en mesure d'expliquer la différence qu'ils font entre le maïs produit avec le compost et le maïs produit avec l'engrais chimique. Selon eux, le maïs produit avec le compost a un bon goût par rapport à celui produit avec l'engrais chimique. En plus, avec le compost, le coût de production est réduit. Ils promettent la démultiplication de cette approche auprès de leurs paires durant les prochaines campagnes agricoles.



5.3.2 Offre de service au stockage des produits agricoles

Le stockage des produits agricoles dans les conditions optimales est un problème majeur auquel les petits producteurs sont confrontés au sein des Organisations de Membres. C'est pourquoi, TRIAS et ses partenaires ont contribué pour garantir la qualité des produits stockés avant leur écoulement sur le marché dans des délais raisonnables. Ainsi, TRIAS se propose de construire avec le financement du projet DEFMA, 4 aires de transit. A l'issue du processus de sélection et de l'évaluation du coût des travaux, les sites de Limbita (union Khabita Ouest), Dabankou centre (Union Dabankou) en Basse Guinée et Doura Centre (union Doura) et Baté Kassa de même union en Haute Guinée ont été retenus.

Il est à rappeler qu'à propos de l'évaluation du cout des travaux, après avoir défini le paquet (magasin de transit, bloc de latrine à deux cabines, et puis amélioré) de l'infrastructure pouvant garantir des conditions appropriées de stockage et des conditions d'hygiènes saines, il a été constaté que le cout de réalisation passait de 42 000 euro prévus pour construire 06 aires de transit à 76 316 euro. Afin de maintenir le paquet par soucis de qualité, il a été décidé

de passer de 06 aires de transit, comme objectif de départ à 04 aires de transit. A ce jour les dossiers d'appels d'offre sont élaborés et validés et des entreprises locales seront recrutées par voie d'appel d'offre public pour la réalisation des travaux en début d'année 2019.

Par ailleurs des séances d'information sensibilisation sont déjà entamées pour anticiper sur la mobilisation de la contrepartie locale dans la réalisation des infrastructures, estimée à 25% du coût global.

5.3.3 Offre de service de transformation et conservation des produits

Pour contribuer à la qualification des petits producteurs agricoles dans les activités de transformation de leurs produits, TRIAS a appuyé les OM accompagnées en vue de les rendre compétitives sur le marché par la qualité des produits transformés. C'est pourquoi, à travers le projet DAKMA, 32 équipements post récolte sur 33 prévus et des outils de séchage ont été mis à la disposition de ces producteurs dans les Régions de la Haute, Moyenne et Basse Guinée à travers le projet DAKMA et DEFMA. Afin de faciliter l'acquisition des outils de séchages, un fond revolving est prévu pour soutenir le processus. Pour la garantie et la durabilité des fonds, il a été retenu de confier la gestion aux institutions de microfinance accessible aux producteurs. C'est ainsi que Trias a procédé au lancement d'un appel d'offre pour le recrutement des IMF évoluant dans la zone du projet. Au terme du processus, deux IMF ont été recrutées avec la participation des codemandeurs au processus. Il s'agit de la FASEF en Basse Guinée et du RAFOC en Haute Guinée sur la base de critères bien définis.



Dans le cadre de la transformation et la conservation des produits maraichers des producteurs membres des unions, Trias à travers son partenaire de mise en œuvre ATC, a organisé des séances de formation sur les techniques de transformation et de conservation de 3 produits parmi les plus pratiqués de la zone du projet à savoir le piment, le gombo et l'aubergine. L'objectif de la formation était de doter les producteurs des compétences pratiques sur les techniques de transformation et de conservation pour éviter la perte des récoltes pendant les périodes d'abondance et favoriser l'accès à un meilleur prix plus tard. Les thèmes abordés pendant la formation ont été les suivants : (i) la transformation du piment en poudre, (ii) la technique de récolte du piment, (iii) le séchage au soleil du piment, du gombo et de l'aubergine et (iv) le stockage et la conservation du piment, du gombo et de l'aubergine. Ces séances de renforcement de capacités des producteurs. rices se sont déroulées au sein de 16 unions dont 8 en Haute Guinée représentés par 250 membres dont 205 femmes et 8 Basse Guinée représentées par 229 membres dont 165 femmes.

Pour éviter d'enregistrer des quantités énormes des produits maraichers pourris après la récolte, Trias accompagne les organisations des producteurs dans l'acquisition des outils de séchage pour pallier à cette situation et créer une valeur ajoutée aux produits. C'est dans ce cadre que des outils de séchages tels que les séchoirs modèles ont été mis à disposition. Ces séchoirs ont été très appréciés par les membres des organisations qui ont continué à exprimer des demandes pour ces modèles. Pour un souci de durabilité de l'action, Trias à

travers son partenaire technique ATC a organisé une séance de formation à l'intention de 11 menuisiers de proximité sur les techniques de fabrication des séchoirs solaires. Au terme de la formation, toutes les personnes formées étaient capables de construire un modèle de séchoir. C'est ainsi que 4 séchoirs solaires (dont 2 en Basse Guinée et 2 en Haute Guinée) ont été confectionnées à la satisfaction des bénéficiaires. Des séances des démonstrations sur l'utilisation des séchoirs ont été organisées à l'intention des membres des groupements qui n'avaient pas participé aux premières formations de l'année dernières. Au total 74 personnes (dont 60 femmes) issues de 17 groupements ont participé à ces différentes séances. La coopérative Tamboni à Boké en Basse Guinée, Baté Kassa à Kankan et Doura à Kouroussa en Haute Guinée ont été les organisations touchées.



Par ailleurs, avec le financement du projet DAKMA, une formation sur les techniques améliorées d'étuvage a été conduite. Elle a touché 60 participantes, membres de 30 groupements avec pour objectif d'améliorer la qualité du riz produit. Les techniques améliorées d'étuvage permettent aux groupements de se passer des méthodes traditionnelles d'étuvage et d'obtenir un bon rendement au décortilage. Ces techniques diffusées sont simples et très accessibles aux femmes en milieu rural. En plus d'ajouter de la valeur au riz transformé, elles permettent aussi d'alléger la charge de travail des femmes. Aussi, à travers ce même projet, 65 producteurs et productrices issus de 38 groupements à la fois à Kindia, Mamou et Dalaba ont été formés en techniques de séchage. La réalisation de cette formation a permis aux bénéficiaires d'avoir des connaissances sur les techniques de transformation et de séchage des fruits et légumes afin d'éviter des pertes et de générer plus de revenus. Elle a été l'occasion pour les participants d'apprendre des techniques simples, rentables et adaptées à leurs besoins à travers l'utilisation des séchoirs solaires également facile d'accès puisqu'ils peuvent être construits par des artisans locaux à des prix abordables. Afin d'avoir des produits propres à la consommation, les participants ont également appris à utiliser les normes d'hygiène pendant la transformation des produits.

De même, pour améliorer la qualité des produits vendus sur le marché, la FUPRORIZ a organisé une formation sur les techniques améliorées de l'étuvage du riz à laquelle 18 femmes étuveuses et 6 animateurs ont pris part. Par la suite, chaque animateur formé a procédé à la démultiplication auprès des femmes étuveuses membres des groupements. C'est ainsi que 50 femmes étuveuses ont été formées sur ces nouvelles techniques de l'étuvage du riz.

5.3.4 Diffusion des approches économiques innovantes : ERI et le CEF

Dans le souci d'améliorer les compétences des producteurs à s'orienter vers la bonne direction en matière de marché et rentabilité agricole, TRIAS à travers ses partenaires de terrain a accompagné les OM à la mise en place des approches économiques.

1. Facilité l'innovation Rurale ERI :

L'année 2018 a connu la finalisation et la validation par les codemandeurs de l'approche hybride ERI/ADM dont la rédaction a été entamée en 2017. La nouvelle approche issue de l'hybridation est intitulée : Marché pour l'Emergence Rurale (MER-Guinée). A noter que les deux approches hybridées ERI et ADM sont portées respectivement par Trias et United Purpose (UP).



Pour une meilleure compréhension des différentes sessions de cette approche par les membres des groupements en majorité analphabètes, des images illustrées sont en phase de conception pour soutenir son déroulement sur le terrain. La prochaine étape consistera à l'impression, à la diffusion du guide de formation et à la formation des agents des partenaires de mise en œuvre à l'utilisation de l'outil au bénéfice des producteurs.rices

En attendant l'opérationnalisation de l'approche MER-Guinée, Trias a continué à dérouler l'approche ERI auprès des producteurs.rices en Basse et Haute Guinée.

A cet effet, 50 nouveaux groupements ont été ajoutés à la trajectoire cette année pour un total de 55 groupements déjà touchés dont 30 en Basse Guinée et 25 en Haute Guinée. Les 5 modules abordés notamment pour la première cohorte de 2017 porte sur : le diagnostic participatif, le suivi évaluation participatif, la recherche participative des marchés, la recherche agricole participative, et le développement d'entreprise. 1 347 membres dont 1 016 femmes des différents groupements de la Haute et de la Basse Guinée ont participé aux séances de formation. Au terme de l'animation du module « recherche participative des marchés », les comités de commercialisation mis en place et formés ont conduit l'étude de marché et chaque groupement accompagné a pu identifier une entreprise agricole porteuse qu'il compte mettre en œuvre.

Cet accompagnement commence à produire des effets positifs très bénéfiques pour ces organisations dans plusieurs endroits dont :

- ❖ La Forte mobilisation des jeunes pendant les séances de formation ERI (environ 42%) ;
- ❖ L'ouverture des comptes de proximité au niveau des institutions de microfinance (Crédit Rural de Guinée, CAFODEC Finance, Associations de Services Financiers) par 04 Unions et 09 groupements tous de la Haute Guinée ;
- ❖ La mobilisation par sept groupements issus de trois Unions de la haute Guinée, du montant de 59 500 000 GNF représentant 50% du cout global d'acquisition de 7 tricycles de transport des produits maraichers, des zones de production vers les marchés avec l'appui du PNAFA ;
- ❖ L'achat des motopompes sur fonds propres par trois groupements de la Basse et de la Haute Guinée;
- ❖ La production de la semence d'oignon améliorée par les groupements Bènkadi et Sabary de Yarakoura ;
- ❖ L'achat et la distribution de la semence de maïs aux membres par le groupement de Kolia de Tamboni ;
- ❖ L'achat et la mise en location de 50 chaises en plastique par le groupement Moria à Khabita comme source de revenu connexe pour financer ses activités maraichères ;
- ❖ L'achat sur fonds propres d'une décortiqueuse du riz par le groupement de Mokebouni de l'Union des Groupements Maraichers de Kindia sur fonds propres.

Cette approche ERI a été également déroulée par le projet DAKMA qui a mis l'accent sur le suivi de la mise en place des essais techniques par les 26 premiers groupements qui ont démarré le processus ERI. Pour faciliter ce suivi, 09 groupements ont installé des essais sur 09 sites différents. Les résultats seront recueillis et analysés après les récoltes. Ils feront l'objet de partage/restitution avec les groupements afin que les conclusions servent à des prises de décision impactant de manière positive leurs activités agricoles.

Par ailleurs, l'encadrement des 22 autres groupements ayant récemment démarré le processus s'est poursuivi. Ces groupements qui ont tous abordé le module 03 ont appris les notions fondamentales de la commercialisation et l'apprentissage du marché.

2. Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF)

▪ En Moyenne Guinée

La FPPD a mis cette période à contribution pour faire le bilan de fin de campagne agricole pour les producteurs et productrices bénéficiant du Conseil à l'Exploitation Familiale, la relance des groupes de conseil pour la prochaine campagne et le démarrage des préparatifs de l'essai en milieu paysan.

En effet, au cours de l'année 2018, un total de 94 groupes a été suivi dont 13 dans la zone couverte par le projet DAKMA. L'analyse des fiches de conseil a révélé que seulement 66 groupes dont 13 de la zone du projet DAKMA, ont fournis des données cohérentes et fiables. Ces groupes sont répartis comme suit : sept (7) pour la filière tomate (DAKMA), vingt-huit (28) pour la filière oignon et trente-un (31) pour la filière pomme de terre dont deux (2) à Ditinn (DAKMA) et quatre (4) à Dalaba (DAKMA). Dans ces 66 groupes 873 adhérents ont été touchés dont 214 hommes et 659 femmes. Les 13 groupes de conseil de la zone du projet DAKMA ont regroupé 161 producteurs dont 84 femmes.

Les réunions de restitution qui ont précédé les bilans de fin campagne, ont rassemblé tous les participants au conseil incluant ceux dont les données ont été jugées non fiables. Les producteurs se trouvant dans ce dernier groupe, ont à cette occasion appris leurs propres faiblesses dans la communication des informations aux conseillers CEF. Ces rencontres ont offert aux producteurs et productrices l'opportunité de partager les expériences. Egalement, à chaque producteur de comparer ses propres résultats à ceux des autres producteurs et/ou la moyenne du groupe.

Les réunions bilan de fin de campagne se sont déroulées sur trois jours par filière et ont regroupé 251 producteurs dont 21 pour la tomate (DAKMA), 110 pour l'oignon et 120 pour la pomme de terre. De ces réunions bilan, il ressort les constats ci-dessous :

- ❖ **Filière Tomate** : il est ressortit que la quantité de matières organiques utilisées est encore faible et que les rendements obtenus tournent autour de 20t/ha ce qui reste faible par rapport à un potentiel supérieur ou égal à 30t/ha. L'autre facteur limitant qui justifie ce faible rendement est l'utilisation des semences dégénérées par les producteurs.



Pour faire face à cette difficulté, les producteurs ont été conseillés à l'utilisation des semences certifiées. En plus, pour réduire les coûts de production et accroître la qualité de la tomate produite, il a été unanimement recommandé de sensibiliser les

producteurs à l'utilisation du compost. Ces activités pourraient être facilitées par l'arrivée de nouveaux producteurs plus jeunes et mieux formés dans les groupements. L'émergence de ces jeunes est favorisée entre autres par la stratégie de la FPFJ en matière d'installation des jeunes dans le dispositif agricole (aménagement de bas-fonds, facilitation de l'accès aux crédits intrants et équipements, suivi conseil personnalisé, appui à la commercialisation, etc...).

- ❖ **Filière oignon** : le constat qui s'est dégagé est que les producteurs de la filière oignon résistent à l'amélioration de leurs pratiques culturales et au changement de comportement (fabrication du compost, culture pure, rotation, respect du calendrier agricole, etc...). Aussi la matière organique utilisée est de mauvaise qualité et parfois insuffisante. Le peu d'engrais minéral utilisé est du tout-venant. Malgré ce constat, la marge nette reste quand même appréciable. Ceci s'explique par la faible charge liée pratiquement aux seules semences, le reste étant à portée de main. Contrairement à la filière tomate, il est à déplorer l'absence des jeunes qui pourraient dynamiser la filière et assurer la relève.
- ❖ **Filière pomme de terre** : l'un des principaux constats qui se dégage du bilan de culture de la pomme de terre est la réduction des quantités de semences et d'engrais utilisées à l'unité de surface. Ceci a permis de réduire les coûts de production et d'augmenter les marges. Par contre, la fertilisation organique reste toujours faible ce qui n'est pas de nature à favoriser de meilleurs rendements. Tous les participants ont été unanimes que les producteurs devraient travailler davantage sur la qualité du compost et augmenter la quantité à l'unité de surface pour espérer de meilleurs rendements. Les participants ont insisté sur la nécessité d'un traitement systématique contre le mildiou qui est une maladie fongique qui ravage les plantations depuis son apparition dans les champs de pomme de terre. L'avantage y lié est que le produit et le protocole de traitement sont disponibles.

L'ensemble des groupes s'est prononcé en faveur de la relance du Conseil pour la prochaine campagne et la fédération soutien cette dynamique par la suspension du paiement de la caution solidaire sur les crédits et distribuera les intrants à tous les adhérents ayant clôturé le remboursement des crédits contractés.

Un nouvel essai sera conduit et portera sur l'introduction de trois nouvelles variétés en vue de les comparer avec la variété Nicola traditionnellement cultivée par les paysans.

La question de la pérennisation (prise en charge du conseil par les paysans eux-mêmes) de l'approche CEF a été abordée au cours d'une rencontre d'évaluation ayant regroupé plusieurs acteurs. Il s'est révélé à cette occasion, que les revenus générés par les producteurs dans les conditions actuelles ne leurs permettent pas de payer le conseil.

La pérennisation étant prépondérante, il se pose alors la question de savoir quelle stratégie pour parvenir à une prise en charge du conseil par le paysan ? Une question qui reste encore sans réponse malgré le potentiel et les avantages reconnus du CEF pour le monde paysan.

5.3.5 Offre de service de commercialisation des produits agricoles

Durant l'année 2018, TRIAS et ses partenaires ont développé des initiatives en faveur d'un commerce plus rentable des produits agricoles.

La COPRAKAM, par le biais de TRIAS a relancé son partenariat avec OKA FRANCE COSMETICS dans l'objectif de livrer 36 tonnes de Beurre de Karité. C'est dans le



cadre d'une amélioration des conditions de vie socio-

économique de ses membres par le biais de la transformation et de la commercialisation des produits de qualité respectueux des normes d'hygiène et de qualité. Dans le même cadre, la COPRAKAM a décroché, avec l'appui d'United Purpose (UP), un nouveau projet avec la Fondation des Nations Unies pour le Développement de l'Afrique (USADF) pour une durée de trois ans. Aussi, dans le souci de faire une large promotion de ses produits sur le plan national, la COPRAKAM a participé à la Foire lors de la Journée Internationale des Femmes à Conakry au Palais du Peuple et à la Journée Nationale du Paysan organisée à Nzérékoré.

Aussi, pour orienter ses membres vers le marché et commercialiser plus du riz, la Fédération des Unions de Producteurs de Riz de la Haute Guinée (FUPRORIZ-HG) a développé l'approche ERI auprès de 20 groupements appartenant à 06 unions réparties entre les préfectures de Kouroussa (03 unions pour 08 groupements), Dabola (01 union pour 05 groupements) et Dinguiraye (02 unions pour 07 groupements). A travers la visite (enquêtes) du marché qui s'en est suivie, les différents comités de commercialisation ont compris quels sont les produits agricoles les plus rentables et quels sont les marchés où ces produits sont beaucoup sollicités et ont assimilé la signification et l'importance de la chaîne de commercialisation en identifiant les chaînes principales et les acteurs principaux pour l'entreprise sélectionnée, les dynamiques, les opportunités, les contraintes et les acteurs principaux de la chaîne de commercialisation.

Par ailleurs, l'enregistrement des opérations commerciales chez les producteurs maraîchers n'est pas une pratique courante. Ce qui fait qu'il est difficile aux producteurs eux-mêmes et aux partenaires de savoir avec exactitude le niveau de la rentabilité des activités maraîchères. Pour aider à adresser cette situation, TRIAS à travers le projet DEFMA a organisé 8 ateliers de formation à l'intention des responsables des organisations paysannes ciblées, sur les outils de base d'une commercialisation de qualité en Haute Guinée. La conception de ces outils a connu la participation effective des producteurs dans le but de faciliter une appropriation à la base.

De même, la formation sur les questions de commercialisation et de mise sur le marché entamée l'année dernière par le projet DEFMA s'est poursuivie au cours de cette période en Haute et Basse Guinée. Elle a permis de toucher 604 participants dont 501 Femmes issus de 53 groupements qui ont renforcé leurs connaissances sur les bonnes pratiques d'une commercialisation groupée afin de faciliter l'écoulement de leurs produits maraîchers sur le marché à des prix bien rémunérés. Les éléments essentiels abordés au cours de la formations sont les suivants : (i) l'étude de marchés, (ii) l'information sur les prix, (iii) la bonne période de vente, (iv) la recherche des partenaires commerciaux, (v) la qualité des produits et (vi) l'établissement des contrats commerciaux. Malgré les efforts fournis, pour le moment aucun groupement n'a réussi à décrocher un contrat commercial formalisé avec un partenaire. Néanmoins, l'établissement des contacts par la mise en relation avec des acheteurs potentiels se poursuivra au cours de l'année suivante.

5.3.6 Offre de services financiers aux producteurs agricoles et petits entrepreneurs

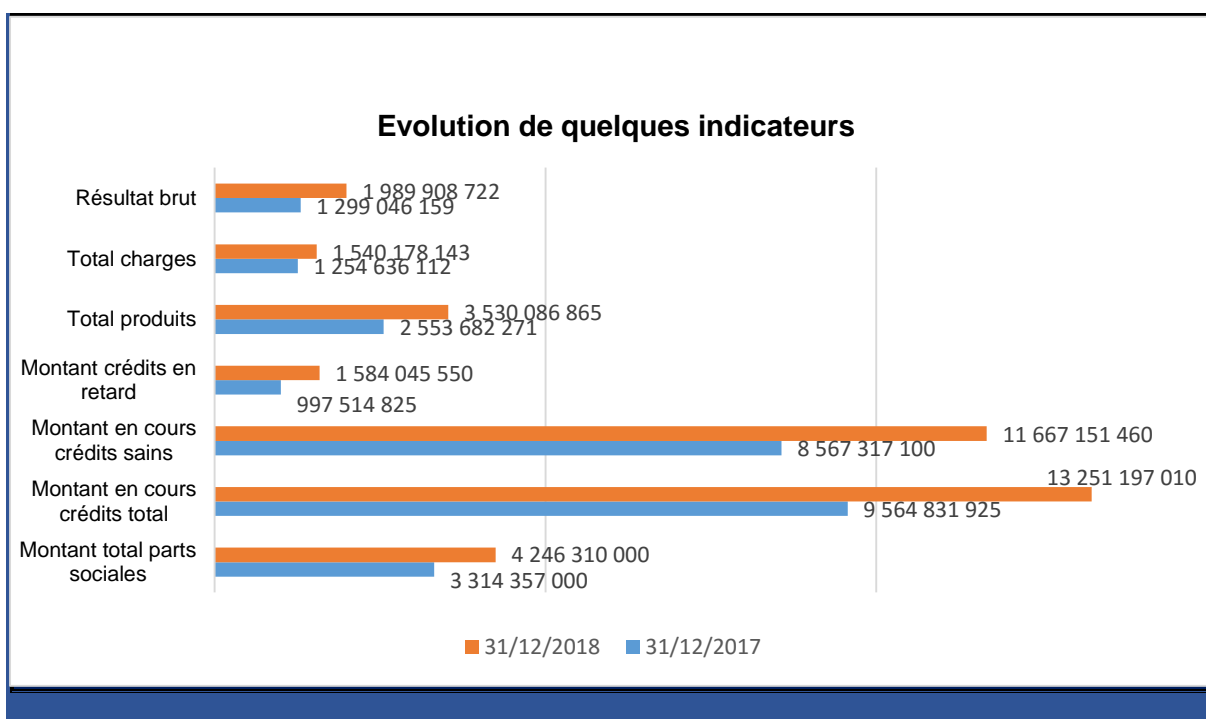
Pour aider les producteurs.rices à développer des bonnes aptitudes en gestion financière et des informations sur les opportunités qu'offrent les IMF il a été organisé au cours de l'année 2018, à l'aide de financement de l'Union Européenne dans le projet DEFMA, plusieurs séances d'information/sensibilisation en éducation financière. Ce travail a permis aux producteurs.rices d'avoir des connaissances sur les avantages des IMF dans le financement de leurs activités, d'avoir les capacités pour faire des choix raisonnés sur les montants à solliciter en tenant compte du besoin réel de l'activité, de connaître les IMF à proximité et leurs méthodes de travail.

Aussi, à travers son partenaire AGUIDEP, TRIAS a réalisé et plus des films réalisés l'année dernière, des modules de formation portant sur les notions de planification budgétaire, de

l'épargne et de crédit ont été élaborés. Afin de permettre aux producteurs de comparer les avantages entre les IMF évoluant dans la zone du projet, une cartographie des IMF a été établie en intégrant leurs conditions d'accès au crédit. Au total, 10 IMF ont été identifiés et consignés dans une base de données qui a par la suite été rendue disponible auprès des unions et groupements. Les séances d'information/sensibilisation ont été réalisées à travers la projection des films portant sur l'éducation financière en langue du terroir auprès de 88 groupements issus de 17 unions en Basse et Haute Guinée, touchant 751 personnes dont 532 femmes. Il faut préciser que parmi les 751 participants, 57 personnes dont 34 femmes ne sont pas membres des unions/groupements. Ils ont pris part à cause de l'intérêt qu'ils trouvent dans les thèmes abordés.

Pour accroître les possibilités opérationnelles à pouvoir répondre aux besoins sans cesse croissant de ses membres, la FASeF-BG a développé des nouveaux produits financiers dont le service de transfert et le crédit warrantage. L'équipe technique de la FASeF a été formée sur le warrantage. L'atelier de valorisation des acquis de la mission effectuée au Burkina Faso fut mis à profit pour retenir les localités suivantes afin d'abriter la phase pilote du produit warrantage : Dogomet, de Konindou dans Dabola ; Koba, Ouassou, Dembayah et Kolaboui en Basse Guinée. En ce qui concerne le transfert, les opérations vont démarrer dans les ASF en début d'année 2019.

Du point de vue performance, la FASeF a enregistré des avancées significatives en 2018. En effet, le pourcentage revenu bailleurs de fonds est passé 13.21% en 2017 à 28% en 2018 ; le PAR 30 a, quant à lui passé de 3.32% en 2017 à 8% en 2018 ; le memership a enregistré 24 657 en 2017 contre 30 653 en 2018, soit un accroissement de 24.32% et le nombre de bénéficiaires de crédit a enregistré une légère augmentation, 2 425 en 2017 contre seulement 2 673 en 2018.



5.3.7 Offre de service entrepreneuriat jeune

La plate-forme Jeunes Solidaires, dans sa dynamique de se rapprocher des jeunes entrepreneurs et des organisations de jeunes en milieux urbains et ruraux, afin de les fédérer à la structure pour leur faire bénéficier de ses services, a réalisé des campagnes de sensibilisation et de mobilisation sociale aboutissant à l'installation des antennes dans trois

Préfectures à savoir : Dabola, Téléélé et Mamou. Aussi, dans le cadre de la facilitation d'un accès aux formations sur la création et la gestion d'entreprise, aux services d'appui-conseil, aux formations techniques et à l'accès aux financements en faveur des jeunes adhérents à la plate-forme, 105 jeunes entrepreneurs ont été formés dont 50 en gestion d'entreprise et 55 en création d'entreprise en collaboration avec AGUIDEP. Pour marquer la visibilité des activités de la plate-forme Jeunes Solidaires, TRIAS a appuyé l'actualisation de sa page Facebook, cette actualisation a fait que la plate-forme est bien connue et ses activités sont suivies par des milliers des internautes à travers le monde avec environ 97 Publications durant l'année 2018.

6. PARTENARIAT ET RESEAUTAGE

Trias est convaincu que pour améliorer l'environnement propice au développement des petites entreprises et pour soutenir les entrepreneurs et les agriculteurs des communautés défavorisées, la collaboration avec les OM et autres acteurs est un facteur indispensable. De ce fait, la synergie et la complémentarité de Trias avec d'autres parties prenantes en 2018 a apporté de nombreux avantages allant au-delà de ce qui était attendu.

- ❖ Les investissements de synergie et de complémentarité ont élargi la coopération avec divers acteurs. Ils apportent de nouvelles compétences, connaissances, réseaux et financements qui n'auraient autrement pas été accessibles. Par exemple, le Projet DEFMA financé par l'Union Européenne et exécuté par un consortium de 3 ONG internationales (codemandeurs) à savoir TRIAS, Guinée44 et United Purpose. Le programme PNAFAFA avec l'aménagement des périmètres maraîchers dotés de château solaire pour résoudre la problématique de l'eau productive et des infrastructures de stockage (magasins) dans les zones d'intervention en Haute Guinée (Dabola, Dinguiraye) et Basse Guinée (Boké, Dubréka, Coyah et Kindia) ;
- ❖ La coopération en synergie peut tirer parti des efforts individuels des organisations et ainsi atteindre de meilleurs résultats. Ex : L'élaboration conjointe d'une approche orientée vers le marché dénommée : Marché pour l'Émergence Rurale en Guinée (MER-Guinée) dérivée de ERI (approche Trias) et ADM (approche United Purpose) ;
- ❖ Les relations commerciales entre la COPRAKAM et OKA France Cosmetics se sont nettement renforcées avec l'appui technique de TRIAS. Cette année la commande de Beurre de Karité est de 36 tonnes.
- ❖ Toutefois, il convient de signaler que la synergie n'a pas que des avantages, il existe aussi des inconvénients comme le retard des activités lié aux politiques et procédures propres de chaque partie. Ex : le retard accusé dans l'acquisition du logiciel CAGECFI pour la FASEF (cofinancement de Trias et du PNAFAFA).

7. INFORMATIONS FINANCIERES

TRIAS GUINEE 2018		EUR								
Budget Vs dépenses 2018		BUDGET 2018 (Solde 2017+ Budget 2018)	TOTAL DEPENSES RC	TOTAL DEPENSES OM CAT	TOTAL DEPENSES ONG PART	TOTAL DEPENSES 2018	SOLDE 2018	% de consom ation		
Coûts Opérationnels										
1. Investissements										
111	Mobilier - matériel roulant	75 796,66	58 163,69	0,00	943,45	59 107,14	16 689,52	77,98%		
112	Mobilier - équipement, machines, installations	14 904,18	7 966,43	3 968,69	3 052,50	14 987,61	-83,43	100,56%		
113	Mobilier - logiciel	3 484,66	950,66	0,00	0,00	950,66	2 534,00	27,28%		
	Subtotal	1	94 185,51	67 080,79	3 968,69	3 995,95	75 045,42	19 140,09	79,68%	
2. Fonctionnement										
21	Frais de fonctionnement Généraux	175 959,99	88 509,80	14 869,65	53 979,12	157 358,56	18 601,43	89,43%		
22	Offres de services et renforcement de capacités des partenaires	498 864,90	188 047,41	28 477,35	174 110,80	390 635,56	108 229,34	78,30%		
23	N-S Dynamiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!		
24	Planification Globale	618,20	794,37	0,00	0,00	794,37	-176,17	128,50%		
25	Formation Individuelle et Collective	3 299,21	872,08	0,00	0,00	872,08	2 427,13	26,43%		
	Subtotal	2	678 742,30	278 223,65	43 347,00	228 089,92	549 660,56	129 081,74	80,98%	
3. Personnel										
31	Personnel Local	Subtotal	3	410 754,82	146 731,08	46 418,53	96 295,21	289 444,82	121 310,00	70,47%
Total Coûts opérationnels				1 183 682,63	492 035,51	93 734,21	328 381,08	914 150,80	269 531,83	77,23%
Coûts de gestion										
1. Investissements										
2111	Mobilier - matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!		
	Mobilier - équipement, machines, installations									
2112		5 676,16	0,00	0,00	0,00	0,00	5 676,16	0,00%		
2113	Mobilier - logiciel	1 284,66	950,66	0,00	0,00	950,66	334,00	74,00%		
	Subtotal	1	6 960,82	950,66	0,00	0,00	950,66	6 010,15	13,66%	
2. Fonctionnement										
221	Frais de fonctionnement Généraux	8 033,09	15 250,21	0,00	0,00	15 250,21	-7 217,12	189,84%		
222	Offres de services et renforcement de capacités des partenaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!		
223	N-S Dynamiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!		
224	Planification Globale	2 318,20	794,37	0,00	0,00	794,37	1 523,83	34,27%		
225	Formation Individuelle et Collective	553,40	3 492,28	0,00	0,00	3 492,28	-2 938,89	631,06%		
	Subtotal	2	10 904,68	19 536,86	0,00	0,00	19 536,86	-8 632,18	179,16%	
3. Personnel										
231	Personnel Local	Subtotal	3	33 854,33	14 344,00	0,00	0,00	14 344,00	19 510,34	42,37%
Total Coûts de gestion				51 719,84	34 831,53	0,00	0,00	34 831,53	16 888,31	67,35%
4. Autres Frais										
41	Coûts d'audit	Subtotal	4	10 000,00	0,00		0,00	10 000,00	0,00%	
Total Coûts Directs				1 245 402,47	526 867,04	93 734,21	328 381,08	948 982,33	296 420,14	76,20%

8.OBSERVATIONS GENERALES :

8.1 Analyses et leçons apprises

L'insuffisance dans l'harmonisation des approches entre les acteurs du terrain peut constituer un frein à l'atteinte des objectifs de certaines activités. En effet, les jeunes de la Plateforme Jeunes Solidaires de Forécariah se sont désintéressés de la formation et d'accompagnement à cause du fait qu'aucune prime ni per diem n'avait été prévu pour les participants résidents.

L'organisation de l'atelier de réflexion sur la filière apicole à Dabola a permis aux acteurs et les différents partenaires d'aplanir l'incompréhension qui est née autour de l'accompagnement de la filière dans la Région de Faranah en général et particulièrement dans la Préfecture de Dabola.

En Haute Guinée, l'approche ERI a été finalement bien accueillie par les membres des 20 groupements de la FUPRORIZ-HG intéressés pour cette année 2018. A ce jour, sur le terrain les indices palpables ont permis de comprendre qu'à travers l'exposition, les exercices de groupes pour l'interprétation des images et le jeu du code de la rivière, les producteurs ont pu faire la différence entre les projets classiques et l'approche ERI ainsi que l'importance que celle-ci pourrait apporter dans la gestion de façon durable de leurs activités rizicoles.

L'obtention d'un projet avec l'organisation de jeunesse Belge Youca en cofinancement du programme DGD, l'utilisation de KOBO pour réaliser l'enquête d'analyse de la satisfaction des membres, l'engagement et l'enthousiasme des partenaires pour l'approche LEATRA et plus particulièrement des participants, l'application de certains principes ayant permis l'élection des femmes aux instances de décision, la participation active des jeunes aux sessions de formations organisées par la plate-forme JS, sont entre autres cas de succès enregistrés cette année 2018.

Quelques insuffisances ont marqué l'année 2018 dont entre autres, le virement tardif des fonds dans les comptes de certains partenaires ayant conduit à la non réalisation des activités planifiées, l'insuffisance de rigueur dans la mise en œuvre des activités par le CA de la FASeF-BG et le manque de compréhension entre le CA et la coordination de la plate-forme JS. Tous ces dysfonctionnements ont eu des impacts négatifs sur l'exécution des activités.

9. PERSPECTIVES D'AVENIR

Au regard des acquis, l'année 2018 connaîtra une forte intensification des efforts d'accompagnement des OM dans les régions de la Haute, Moyenne et Basse Guinée.

Au regard des défis relevés, la FASeF travaillera à rendre effectif son fonctionnement comme un réseau intégré, à une meilleure organisation de la gestion des liquidités et des ressources humaines d'une part, aussi par la standardisation des procédures au sein du réseau, l'automatisation des opérations grâce à l'acquisition d'un logiciel approprié, et à la finalisation du processus d'affiliation des ASF à la faitière ; d'autre part

La plateforme Jeunes Solidaires sera accompagnée dans la diversification du partenariat, l'extension de la zone de couverture par la mise en place des antennes locales, l'internalisation du manuel de procédures de gestion administrative et financière ainsi que le renforcement des capacités en leadership des responsables de l'OM et sur les techniques de budgétisation pour une meilleure moralisation des recettes et des dépenses de la plateforme et de ses démembrements.

La COPRAKAM s'activera à consolider la dynamique enclenchée au cours de l'année 2018 par la diversification du partenariat, la mobilisation des ressources financières, l'achat des produits à un prix rémunérateurs pour les productrices et producteurs, la commercialisation des produits certifiés Bio. Trias en fera une priorité afin de renforcer les capacités de l'OM en

communication promotionnelle et en recherche de nouveaux marchés avec accent sur la diversification et la qualité des services offerts.

A travers les conseillers et les partenaires ONG, Trias continuera à apporter son appui aux autres fédérations/unions dans leur processus de renforcement institutionnel et organisationnel. Cet accompagnement se fera essentiellement à travers l'appui à la prise en compte et au développement de la dimension économique, la formation sur mesure, la facilitation de l'accès des producteurs/productrices aux équipements de transformation post-récolte et le suivi-conseil pour garantir la durabilité des acquis.

Un accent particulier sera accordé à la mise en place (à travers l'application KoboCollect) d'un système de suivi-évaluation digitalisé adapté aux besoins des organisations membres partenaires (fédérations et coopératives) et à la diffusion des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement à travers la dissémination des pratiques agroécologiques.

10. CONTACT

Trias en Guinée: Dorneya, Kindia

www.Trias.ngo

www.facebook.be/TriasGuinee

Coordinateur Guinée: René Fara Millimouno

Tel: +224 628 89 11 03

E-mail: rene.fara.millimouno@Trias.ngo

Secrétariat: Tel: +224 622 84 52 00

E-mail: Triasguinee@Trias.ngo